

*La société civile et le  
gouvernement cubain à la  
recherche d'un consensus à  
Bruxelles*

---

Image not found or type unknown

La Havane, 12 juillet (RHC) Cuba participera au IIIe Sommet Celac-UE et à son segment social, dans un esprit constructif et pour parvenir à un consensus régional, ont ratifié aujourd'hui des responsables de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples, du ministère des Affaires étrangères et du Parlement dans l'émission de radio-télévision Mesa Redonda (Table ronde).

L'intérêt pour un dialogue birégional respectueux, juste, équilibré et participatif marquera l'agenda de Cuba et de l'Amérique latine, a déclaré Fernando González, président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP).

Cette position a également été soulignée par la fonctionnaire du ministère cubain des affaires étrangères (Minrex), Vilma Thomas, et le président de la commission des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP-parlamento), Rolando González, qui ont détaillé l'historique et le contexte actuel de la réunion.

Parallèlement à la réunion officielle entre la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) et l'Union européenne (UE), un sommet des peuples se tiendra les 17 et 18 juillet, au cours duquel une déclaration de principes a été émise sous divers aspects.

Fernando González, également Héros de la République de Cuba, a mentionné parmi ceux-ci : la garantie d'une relation équilibrée entre les deux blocs d'intégration, la mise en œuvre d'une feuille de route contre la crise climatique, le renforcement de la déclaration de l'Amérique latine comme Zone de Paix, entre autres.

La délégation de la plus grande des Antilles au sommet Celac-UE est composée d'organisations de la société civile, représentées par l'Association cubaine des Nations unies, le Centre Martin Luther King et la section cubaine du Réseau pour la défense de l'humanité.

Seront également présents à Bruxelles l'Association nationale des économistes et comptables de Cuba, des institutions biotechnologiques produisant des vaccins et des médicaments, l'Union des jeunes communistes, la Fédération des femmes cubaines, des universitaires, des acteurs culturels et des acteurs non étatiques de l'économie.

Neuf panels d'organisations et de mouvements sociaux de différents types discuteront de la diplomatie pour la paix, contre le blocus et de l'impact de l'inclusion de Cuba sur la liste unilatérale des États-Unis des pays soutenant le terrorisme, ainsi que du rôle des médias, en plus d'un large éventail d'autres questions.

Le président de l'ICAP a souligné que le Sommet des Peuples deviendra un espace de dialogue et de construction collective de la société civile latino-américaine ; il sera la voix des peuples, avec des prises de position du point de vue des nations, articulées dans diverses plateformes, des mouvements sociaux, des partis politiques et d'autres acteurs sociaux.

En ce qui concerne la rencontre entre la Celac et les dirigeants de l'UE, Vilma Thomas, représentante du Minrex, a déclaré que les deux régions chercheraient à construire une relation birégionale juste et équilibrée.

Malgré les différences, il est possible d'établir des relations équilibrées, de soutien et de coopération avec l'UE sur des questions telles que le financement du développement des nations latino-américaines, l'investissement, le commerce, l'innovation et la reprise après la pandémie du virus Covid-19, entre autres.

Dans ce contexte, le sommet devrait faire une déclaration rejetant les mesures coercitives à l'encontre de la nation caribéenne, en particulier le blocus américain en raison des dommages qu'il cause à la population cubaine, et son effet extraterritorial, qui nuit également à l'Europe, a déclaré M. Thomas.

Dans ce sens, le président de la Commission des Relations Internationales de l'ANPP, Rolando González, a rejeté l'approbation d'une résolution d'ingérence aujourd'hui au Parlement Européen qui diffame la réalité cubaine, son système juridique et les relations de Cuba avec d'autres pays du monde.

Il a dénoncé le fait que la nation caribéenne est injustement accusée de violations des droits de l'homme, de disparitions présumées de personnes, ainsi que de pratiquer l'esclavage du travail avec des professionnels de la santé cubains.

Dans le même temps, un groupe de députés européens ignore totalement l'existence du blocus économique américain, a-t-il déclaré, ce qui est un acte contraire à l'éthique qui contredit la position de rejet du reste des organes du Conseil européen.

Cette position du législateur européen vise à fracturer la relation qui a été construite depuis 2016 entre Cuba et l'UE dans le cadre de l'accord de dialogue politique et de coopération.

Le parlement est la note discordante par rapport à l'île et maintient une position d'exclusion à connotation colonialiste, a dénoncé le législateur cubain (Source : Prensa Latina).

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/328239-la-societe-civile-et-le-gouvernement-cubain-a-la-recherche-dun-consensus-a-bruxelles>



**Radio Habana Cuba**